



**De meilleures
politiques pour la
croissance inclusive
et l'intégration
économique de
la région MENA**
Conférence ministérielle
3-4 octobre 2016 – Tunis, Tunisie

Déclaration de Tunis

www.oecd.org/mena/ministerial

 #menaoced

Initiative MENA-OCDE
pour la Gouvernance et la Compétitivité
à l'appui du Développement

**Conférence Ministérielle MENA-OCDE sur la Gouvernance et la Compétitivité
Tunis, le 4 octobre 2016**

**DECLARATION DE TUNIS
FINALE**

NOUS, gouvernements d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (MENA) et des pays membres de l'OCDE, participant à la Conférence ministérielle MENA-OCDE sur la Gouvernance et la Compétitivité à Tunis le 4 Octobre 2016¹:

CONSIDÉRANT que:

- Depuis la dernière Conférence Ministérielle MENA-OECD organisée à Marrakech en Novembre 2009, la région MENA a connu des changements historiques sur le plan politique, social et économique. Les peuples arabes ont appelé à la création de meilleures opportunités économiques et à des institutions plus responsables et certains pays de la région ont entamé d'ambitieux programmes de réforme, voté de nouvelles constitutions et établi un nouveau pacte social inspiré par la volonté de construire des sociétés plus justes et un modèle économique qui soit efficace et durable. D'autres pays connaissent quant à eux des crises significatives et prolongées liées aux conflits et situations de fragilité, détériorant ainsi leur développement économique.
- Dans un contexte de faible croissance mondiale et d'instabilité régionale, la région MENA est confrontée à des **défis** économiques, sociaux, politiques, humanitaires et sécuritaires majeurs. Ces défis doivent être traités par le biais de valeurs mutuelles de collaboration, d'intégration économique et d'engagement collectif pour une prospérité partagée, telle que prévue par les Objectifs de Développement Durable (ODD).
- La nécessité de rétablir la stabilité et de construire les bases pour des économies plus ouvertes et de modèles de développement plus inclusifs plaide pour une **action concertée** dans le but d'exploiter l'immense potentiel de la région et d'assurer son intégration dans l'économie mondiale. Les politiques économiques en faveur de la croissance devraient également garantir l'**inclusion** et l'équité sociale, tout en assurant la prospérité pour tous.
- Miser sur des niveaux plus élevés d'efficacité et de **productivité** est essentiel pour promouvoir la croissance économique. À cette fin, les pays doivent travailler avec détermination sur un certain nombre de politiques publiques dans une perspective impliquant l'ensemble du gouvernement. Les gouvernements MENA doivent mettre en œuvre des réformes ambitieuses pour améliorer le climat des affaires et renforcer le commerce et l'investissement international, ainsi que leur effet positif sur les économies et les sociétés.
- La participation active des **femmes** dans la vie publique et leur autonomisation économique sont essentielles pour l'avenir de la région MENA. Les acquis significatifs en termes d'éducation n'ont pas encore été transcrits en une participation économique des femmes qui serait comparable à celle d'autres régions dans le monde. Déverrouiller les capacités des femmes à contribuer à la vie économique et politique est une priorité pour l'Initiative MENA OCDE.

¹ Algérie, Allemagne, Arabie Saoudite, Autorité Palestinienne, Autriche, Bahreïn, Canada, Danemark, Égypte, Émirats Arabes Unis, Espagne, États-Unis, France, Hollande, Hongrie, Iraq, Irlande, Italie, Japon, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Pologne, Portugal, République Tchèque, Royaume du Belgique, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Suisse, Tunisie, Turquie, Yémen, et l'Union Européenne.

- La **jeunesse** représente un des plus grands atouts de la région MENA. Toutefois, offrir des opportunités et un avenir prospère pour les jeunes constitue un défi politique majeur à relever. De meilleures politiques sont nécessaires afin d'améliorer leur quotidien, favoriser leur participation dans le processus d'élaboration de ces politiques et s'assurer que des opportunités économiques et des possibilités d'emploi soient accessibles pour tous.
- Des secteurs publics ouverts, inclusifs, innovants et forts contribuent grandement à la création de **valeur publique** et permettent la mise en place de politiques économiques inclusives qui bénéficient à tous les pans de la société. Des institutions et des processus administratifs efficaces et responsables accroissent la qualité et l'accessibilité des **services publics**. De même **l'intégrité, la transparence et la lutte effective contre la corruption** contribuent à cet objectif. Ceci est fondamental pour offrir les opportunités aux citoyens et aux entreprises, garantissant ainsi la prospérité pour tous et renforçant la confiance dans le gouvernement.
- L'agenda de réforme devrait comprendre une **dimension territoriale** afin de s'assurer que le développement économique et institutionnel soit réparti partout dans les régions et les communautés locales. Une décentralisation efficace peut améliorer l'intégration, l'inclusion et la bonne gouvernance. Il faut des politiques territoriales afin de réduire les disparités économiques parmi les régions et promouvoir le développement local, qui reste un facteur essentiel pour assurer la compétitivité nationale. Améliorer l'intégration locale, régionale et globale nécessite le développement de l'inter-connectivité, l'investissement dans les infrastructures et la réduction des barrières régionales.
- Le **secteur privé** reste encore sous-développé dans la région MENA et n'a pas encore atteint tout son potentiel. Le secteur privé peut être un puissant facteur de stabilisation et de développement et son rôle doit être renforcé dans la région MENA afin de créer des emplois, favoriser la diversification économique, répondre aux besoins urgents de développement des infrastructures et réaliser des économies plus résilientes, inclusives, vertes et durables.
- Les conflits en cours particulièrement en Syrie, Irak, Libye et au Yémen ont des effets négatifs dans la région et réclament donc des réponses politiques adéquates qui doivent être construites sur des bases multilatérales. La **crise des réfugiés** a souligné de façon encore plus claire les liens entre les économies de l'OCDE et de la région MENA et appelle à une réponse coordonnée. L'insécurité et la **fragilité** appellent à un programme économique et social solide notamment sur l'accès à l'emploi et aux services publics, aidant ainsi à renforcer la stabilité.
- Nous affirmons l'importance d'une étroite **collaboration** avec d'autres organisations internationales et régionales et les institutions financières, ainsi qu'une forte coordination entre les donateurs afin de répondre aux besoins de taille, y compris la reconstruction des États touchés par les conflits et la rareté des ressources.
- Nous apprécions la vision définie dans le plan d'action de l'OCDE à l'appui des objectifs de développement durable proposé, et le rôle que peut jouer l'OCDE pour dispenser aux pouvoirs publics des conseils cohérents, de qualité et fondés sur des données concrètes. Nous invitons l'Initiative MENA-OCDE à appuyer la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable dans la région.

DÉCLARONS que :

- L'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et la compétitivité à l'appui du développement est un vecteur important pour la consolidation d'un programme de réforme régional se basant sur les normes internationales et les meilleures pratiques.
- Les réalisations de plus de 10 années de coopération approfondie permettent de mettre en place un programme ambitieux de travail, auquel les pays MENA adhéreront, et contribueront à la définition de standards de plus haute qualité dans le processus de création politique ce, dans l'optique de promouvoir une croissance inclusive et une intégration économique.

Nous **ENGAGEONS** à poursuivre et à renforcer l'Initiative MENA-OCDE en :

- Réaffirmant les principes de l'Initiative fondée sur le partenariat, l'appropriation, la présidence conjointe, l'apprentissage par les pairs, les processus de consultation et de participation axés sur la demande et l'engagement réciproque,
- Mandatant le Comité de pilotage et le Comité consultatif de l'Initiative de fournir une orientation stratégique et d'évaluer les progrès de l'Initiative pour atteindre ses objectifs,
- Réaffirmant l'importance de la compétitivité et de la gouvernance comme leviers clés pour le développement socio-économique dans la région, se félicitant des réalisations des deux piliers de l'Initiative et appelant à la continuation de leurs projets au cours du nouveau mandat,
- Accueillant favorablement en particulier le Pacte de Deauville sur la Gouvernance Economique conclu sous la présidence de l'Allemagne du G7/Deauville et prévoyant un cadre pour les objectifs clés de politiques publiques pour promouvoir une bonne gouvernance et un climat des affaires sain,
- Soulignant l'importance de promouvoir une coopération inter-régionale plus proche,
- Soulignant l'importance et le support continu du Fonds de Transition MENA du Partenariat de Deauville du G7, en particulier grâce à des projets régionaux promouvant la gouvernance économique inclusive, la compétitivité et l'intégration,
- Reconnaissant le Plan d'Action Pour l'Inclusion Financière adopté à la Conférence du Partenariat de Deauville du G7 sur l'Inclusion Financière Responsable pour l'Inclusion Soiale et la Stabilité,
- Soulignant le besoin de promouvoir des alliances entre les états, le secteur privé et les acteurs de la société civile aus fins de promouvoir la gouvernance économique et la compétitivité menant à la création d'emplois,
- Soulignant l'importance d'un dialogue accru et d'un échange continu avec la société civile dans les pays MENA,
- Reconnaissant l'importance de la participation de la société civile et du secteur privé dans le dialogue MENA-OCDE, se félicitant de la contribution du Comité consultatif de la société civile MENA-OCDE et du Comité consultatif des affaires MENA-OCDE dans la mise en œuvre du programme de travail,
- Reconnaissant la pertinence des instruments de l'OCDE afin de fournir des conseils et de l'inspiration aux gouvernements à travers le monde, invitant les pays de la région MENA à adhérer à ceux qui correspondent le plus à leurs priorités et leurs domaines de travail, et accueillant l'augmentation significative des adhésions,

- Soulignant l'importance du lien entre les groupes de travail et réseaux MENA-OCDE et comités de l'OCDE et accueillant la participation de plusieurs pays de la région dans ces comités comme invités, participants et associés,
- Se félicitant de la participation des pays de la région MENA dans d'autres initiatives de l'OCDE tels que le Programme International pour le Suivi des Élèves (PISA) et l'Érosion de la Base d'Imposition et le Transfert de Bénéfices (BEPS), assurant ainsi une vision stratégique commune, et invitant le Secrétariat de l'OCDE à informer le Comité de pilotage de l'Initiative MENA-OCDE des progrès de ces programmes et leur contribution aux agendas de la compétitivité et de la gouvernance,
- Se félicitant du Programme-Pays Maroc et invitant le Maroc à partager son expérience avec d'autres pays à travers l'Initiative MENA-OCDE,
- Appelant tous les pays OCDE et MENA à contribuer à la mise en œuvre effective de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et se félicitant de la tenue prochaine de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 22) à Marrakech en novembre 2016,
- Encourageant l'OCDE à travailler avec les partenaires régionaux et internationaux pour renforcer la résilience économique et la stabilité dans la région MENA et pour aider les pays à concevoir des politiques publiques pour faire face à la crise des réfugiés récente et sans précédent et pour bâtir des institutions résilientes grâce à des réformes durables.

ANNEXES : ORIENTATIONS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE MENA-OCDE

Annexe 1 : Programme MENA-OCDE pour la compétitivité

Nous reconnaissons la nécessité d'une approche holistique de la compétitivité, promouvant l'intégration économique aux niveaux régional et mondial, la diversification par le développement des PME et de croissance des IDE, la participation dans les chaînes de valeur mondiales et régionales, l'ouverture et la facilitation du commerce et de l'investissement, une meilleure connexion entre la structure économique locale et l'économie mondiale, l'émancipation économique effective des femmes et des jeunes, ainsi que la mise en place de règles équitables grâce à la gouvernance d'entreprise et à l'intégrité des entreprises.

Nous mandaton le Programme MENA-OCDE pour la compétitivité à poursuivre le processus de dialogue sur les politiques à travers sa structure bien établie composée de groupes de travail et de réseaux, en introduisant certains ajustements afin d'assurer la réalisation des objectifs stratégiques de l'Initiative:

- Le Groupe de travail sur l'investissement sera transformé en un Groupe de travail sur **l'investissement et le commerce**. L'objectif est de favoriser le dialogue autour du lien entre le commerce et l'investissement pour améliorer la cohérence et l'harmonisation des politiques et d'étendre les outils pertinents de l'OCDE vers les pays de la région MENA pour soutenir l'évaluation et les orientations des politiques, notamment le Cadre d'action pour l'investissement de l'OCDE, la Définition de référence des IDE et l'initiative des Échanges en Valeur Ajoutée (ÉVA).
- Le Groupe de travail sur les petites et moyennes entreprises (PME) et l'entrepreneuriat et le Groupe de travail sur la gouvernance d'entreprise conserveront leurs structures tout en adaptant leurs portées et leurs objectifs aux priorités de la région. En particulier, le rôle des **PME** dans l'intégration, la diversification et la création d'emplois pour les femmes et les jeunes devrait être souligné, les recommandations de la Revue sur les politiques en faveur des PME devraient être mises en œuvre, régulièrement mises à jour, suivies et étendues aux pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG). Le rôle de la **gouvernance d'entreprise** pour stimuler la compétitivité, attirer des capitaux, développer le secteur privé et promouvoir l'investissement devrait également être plus mis en avant afin de répondre aux demandes des parties prenantes et des citoyens pour l'égalité des chances et la lutte contre la corruption et le népotisme, en s'appuyant sur les Principes de gouvernement d'entreprise du G20 et de l'OCDE et les Lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance des entreprises publiques.
- Une nouvelle Plateforme sur le Dialogue Public-Privé, intitulée le **Comité consultatif d'affaires MENA-OCDE**, va informer et conseiller les activités des groupes de travail. L'objectif est de constituer des « coalitions de réformes » efficaces et transparentes pouvant contribuer au renforcement des capacités, à l'amélioration du rôle de conseil des organisations du secteur privé et des représentants de travailleurs, et à une meilleure diffusion des programmes de réformes. Afin de faciliter un plus grand consensus sur les stratégies nationales de développement à long terme et de parvenir à une appropriation commune des réformes à toutes les étapes du cycle des politiques publiques, le Programme va promouvoir un dialogue plus systématique et structuré du dialogue avec les **syndicats**, y compris les syndicats de travailleurs des pays MENA, la Confédération des syndicats arabes et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC).
- Le **Comité consultatif d'affaires MENA-OCDE** apportera son soutien et contribuera aux réseaux du Programme. Le **Réseau pour l'intégrité des affaires MENA-OCDE** devrait continuer à travailler comme une plate-forme régionale pour promouvoir le dialogue

politique en faveur d'un climat des affaires plus fort, plus propre et plus juste ce, en cherchant à favoriser un échange plus large d'expériences, de meilleures pratiques et solutions concrètes pour lutter contre la corruption et renforcer le respect des approches de conformité pour les entreprises, et ce principalement à travers la communauté des affaires.

- En s'appuyant sur le **Forum des femmes d'affaires** OCDE-MENA, la participation des femmes dans le Comité consultatif des affaires MENA-OCDE renforcera la compréhension de leurs considérations en termes de politiques et de leurs besoins. En outre, pour soutenir encore plus les réformes des politiques pour libérer les opportunités économiques pour les femmes dans la région et pour étendre la collecte de données, le nouveau **Forum pour l'Autonomisation économique des femmes** réunira une audience élargie comprenant notamment des représentants des différentes agences gouvernementales.
- Un nouveau **Groupe d'étude sur la résilience économique** dans les situations fragiles traitera d'une manière efficace et systématique des problématiques liées aux conséquences des conflits en cours dans la région MENA. En particulier, les actions de ce nouveau groupe de travail porteront sur l'élaboration de politiques aidant à mieux soutenir le développement du secteur privé. Les résultats tangibles du Projet Irak de l'OCDE sur l'amélioration du climat de l'investissement dans un contexte fragile et le projet en cours sur le développement des PME en Libye ouvre la voie à des actions concrètes.
- Le nouveau Programme UE-OCDE sur la Promotion de l'Investissement en Méditerranée, lancé durant la Conférence Ministérielle, soutiendra les réformes en matière d'investissement pour attirer des investissements de qualité pour la création d'emplois, le développement territorial, la diversification de l'économie et la stabilité. Les projets pays spécifiques, notamment ceux du Fonds de Transition MENA, seront poursuivis et bénéficieront du dialogue sur les politiques et des méthodes de travail du Programme.
- **Les méthodes de travail, les outils et les normes de l'OCDE** visent à guider et à soutenir les activités du Programme MENA-OCDE sur la compétitivité, en particulier l'apprentissage entre pairs et l'échange de bonnes pratiques, ainsi que les outils juridiques et statistiques internationalement reconnus, et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre de réformes et leur suivi.

Annexe 2 : Le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance

Nous prenons acte de la nécessité d'une approche holistique de la consolidation de cadres de gouvernance qui contribuent au bien public et à une croissance inclusive, qui renforcent la confiance dans le gouvernement et offrent de services publics de qualité à tous les segments de la société. Au cours des dix dernières années, le Programme a obtenu de réels résultats en promouvant un gouvernement ouvert, inclusif et transparent, et particulièrement une participation accrue des citoyens et des entreprises, des femmes et des jeunes, à la vie publique. L'accent a été mis aussi sur l'établissement d'un appareil administratif efficace et responsable, au moyen d'une approche interministérielle qui mette en cohérence vision, incitations et mécanismes de fourniture tout au long du cycle d'élaboration des politiques publiques, d'une meilleure coordination et d'une capacité accrue de fourniture aux différents échelons du gouvernement – compte tenu des initiatives de décentralisation de certains pays MENA –, d'un renforcement de l'intégrité au sein du secteur public, de la lutte contre la corruption et de la consolidation de l'État de droit. Nous sommes résolus à renforcer le rôle des Centres de Gouvernance, en améliorant la gestion publique financière, en stimulant l'innovation dans le secteur public, en modernisant la gouvernance de la numérisation, de l'eau, des infrastructures, des systèmes réglementaires et des marchés publics, du contrôle interne et de la gestion des risques, ce tant aux niveaux local que central. Nous entendons enfin soutenir les réformes en cours de la gouvernance locale et de décentralisation.

Nous donnons mandat au Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance d'approfondir le dialogue politique et de fournir conseil stratégique et appui à la mise en œuvre au travers de la structure bien implantée de ses groupes de travail régionaux et réseaux, aussi bien que de projets nationaux spécifiques. Nous recommandons la mise en œuvre des innovations suivantes, afin que l'appui fourni par le Programme ait un effet durable comme demandé par les pays MENA :

- Une **Initiative pour la jeunesse** (Journée des jeunes) sera lancée afin de valoriser et de diffuser les bonnes pratiques qui consistent en des réponses communes aux problèmes prioritaires auxquels sont confrontés les jeunes générations, associant représentant du secteur public et jeunes.
- Le Programme **renforcera sa coopération avec les pays du Golfe (CCG)** et consolidera son partenariat avec les ÉAU dans le cadre du Sommet des gouvernements des ÉAU.
- Le Groupe de travail IV sur la fourniture des services publics, les partenariats public privé et la réforme de la réglementation deviendra le **Groupe de travail sur la réforme de la réglementation et l'État de droit** afin d'affirmer l'importance d'une approche holistique du renforcement de l'État de droit qui intègre les cadres et les institutions législatifs. La **Charte régionale pour la qualité de la réglementation**, adoptée lors de la Conférence ministérielle de l'Initiative MENA-OCDE le 23 novembre 2009 à Marrakech, a été actualisée et amendée de manière à tenir compte des dernières innovations en matière d'amélioration de la gouvernance réglementaire.
- Le Programme définira des approches permettant d'appuyer les économies MENA dans le renforcement des cadres de gouvernance aux niveaux national et régional, afin de permettre à ces cadres de fonctionner lorsque l'État est **fragile ou affecté par un conflit** mais aussi de répondre à la **crise des réfugiés** actuelle.
- Le Programme fera la promotion d'une stratégie globale pour les économies des pays MENA afin de renforcer l'intégrité du secteur public avec une approche holistique du gouvernement et de la société ; ceci tout en incluant des systèmes d'intégrité cohérents et compréhensifs, une culture d'intégrité ainsi qu'un mécanisme de responsabilisation effectif via la participation citoyenne dans le processus de la création politique, le contrôle interne et la supervision régulatrice.

- Le rôle crucial joué par les **institutions indépendantes et les parlements** en faveur de l'accès à l'information, du renforcement de la transparence et de la responsabilité – comme le prévoit les programmes des différents pays MENA concernant le gouvernement ouvert– sera reconnu. Ces institutions et les médias seront à cette fin plus systématiquement impliqués dans le dialogue régional et les activités nationales spécifiques ;

En ce qui concerne les outils et méthodes mobilisés par le Programme, nous saluons :

- L'implication croissante des économies MENA dans le Comité de la Gouvernance publique (PGC), le Comité sur la politique de la réglementation (RPC) et le Comité des politiques de Développement régional (RDPC). Cette implication a rendu possible la publication régulière de rapports par les pays MENA et la participation des pairs de l'OCDE aux revues analytiques ainsi qu'à la formulation et à la mise en œuvre des agendas de réforme des économies MENA.
- L'impact avéré des outils et méthodes de l'OCDE sur la collecte de faits comme sur le conseil et la mise en œuvre des politiques stratégiques. Nous invitons en conséquence l'OCDE à continuer à publier des rapports comparatifs régionaux, à impliquer le Comité consultatif MENA-OCDE de la société civile et à prodiguer des formations au travers du Centre de formation de Caserte² du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance.
- Les efforts du Programme pour renforcer la dimension nationale, et de cette manière l'utilité et la pertinence des recommandations de l'OCDE en ce qui concerne la formulation et la mise en œuvre des politiques à l'échelle nationale, mais aussi pour mieux inscrire l'échange des bonnes pratiques dans le dialogue politique régional des divers réseaux du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance et des Comités concernés de l'OCDE.

² Géré par l'Ecole Nationale d'Administration de l'Italie